



SERIE SOCIO-ÉCONOMIE DE SOLIDARITÉ

Femmes et Economie

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ÈME} SIÈCLE - ÉDITIONS CHARLES LÉOPOLD MAYER

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

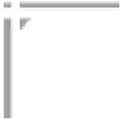
Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

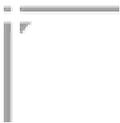
C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « Femmes et Economie »

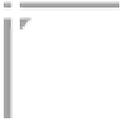
Ce cahier de propositions est la synthèse des travaux du Chantier “femmes et économie” auquel ont participé plus de 50 personnes à travers les échanges sur un forum électronique (women@socioeco.org) et deux rencontres, l’une à Paris les 9-10-11 octobre 2000 et l’autre à La Havane les 9-10-11 avril 2001. Il a été rédigé par Cécile Sabourin, avec la collaboration de Josée Belleau.





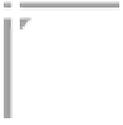
Femmes et Economie

Cahier coordonné par Cécile Sabourin et Josée Belleau



Sommaire

1- CONSTATS ET DIAGNOSTICS.....	9
La position spécifique des femmes dans la société.....	9
Des conditions pour ouvrir la voie à des transformations fondamentales.....	11
2- VISIONS ET NOUVEAU PARADIGME.....	12
Les principes pour la construction d'un nouveau paradigme économique sont :.....	12
Les synergies déjà présentes entre les chantiers.....	14
3- INITIATIVES ET INNOVATIONS.....	15
Les buts visés.....	15
Les initiatives, réponses à des besoins variés.....	16
Des conditions pour l'émergence des initiatives.....	16
Innovations au cœur de ces initiatives.....	18
4- PROPOSITIONS.....	19
5- STRATÉGIES ET ACTRICES/ACTEURS.....	25
ANNEXES.....	31
Sources d'information.....	31
Site et toutes les contributions.....	33
QUESTIONNAIRE.....	34
L'ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE PLURIEL ET SOLIDAIRE.....	37
LES CAHIERS DE PROPOSITIONS SUR INTERNET.....	39
LES ÉDITEURS PARTENAIRES.....	41



1- Constats et diagnostics

Les femmes vivent, travaillent et produisent dans des conditions et des contextes fort variés. Cependant, il semble y avoir unanimité entre elles sur la reconnaissance de problèmes fondamentaux et sur la nécessité de transformer les pratiques et les théories économiques. L'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que l'inclusion de la valeur "solidarité" dans les rapports et les structures économiques sont des objectifs qui font consensus. L'autonomie économique, la capacité d'expression et la liberté sont également au cœur des aspirations personnelles et collectives exprimées par les femmes.

Le terme "égalité" recouvre des réalités diverses selon les contextes, toutefois les femmes qui revendiquent l'égalité de droits et la possibilité réelle d'exercer ces droits s'appuient sur une vision d'elles-mêmes comme sujets de leur propre vie et comme "actrices" sociales, politiques et économiques au sein des sociétés où elles vivent. Elles revendiquent alors d'être considérées comme des personnes et des citoyennes à part entière. La valeur "solidarité" n'est pas une panacée, les femmes connaissant de longue date la puissance et les limites de l'expression de la solidarité dans les rapports humains. Elles y trouvent cependant une valeur fondamentale pour renouveler les rapports économiques entre les humains.

La position spécifique des femmes dans la société

Une grande majorité de femmes sur cette planète sont responsables de la reproduction humaine, du maintien de la vie et des soins aux personnes. Les initiatives et les efforts d'insertion des femmes dans l'économie, "dominante" ou non, sont en grande partie influencés par l'urgence de protéger la vie et celle d'assurer l'accès aux biens et services essentiels pour elles-mêmes et pour leur famille. Les femmes sont également motivées par l'urgence de combler le fossé grandissant entre d'une part leurs besoins fondamentaux et aspirations et d'autre part leurs conditions de vie. Les femmes, et dans de nombreux pays les filles, poursuivent leurs aspirations dans une vie quotidienne asservie à des activités "contraintes". Chaque jour, les longues heures qu'elles consacrent au travail (rémunéré, non-rémunéré, domestique, communautaire, temps de formation, etc.) ne suffisent pas pour tout accomplir. Si certaines d'entre elles améliorent parfois leurs conditions, plusieurs ne réussissent pas à sortir de leur état de pauvreté et même d'indigence (matérielle, sociale, culturelle).

La sur-représentation des femmes parmi les plus démunis, les pauvres et les "sans-voix politique" persiste partout dans le monde. En dépit des années d'efforts organisés, notamment l'année internationale des femmes en 1975, la conférence de Beijing en 1995 et les suivis en 2000 (Beijing + 5), la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, les écarts continuent à se creuser entre les femmes et les hommes, tout comme entre les femmes elles-mêmes et entre les hommes eux-mêmes. Le Rapport mondial sur le développement humain (1997) reconnaissait d'emblée cette sur-représentation des femmes parmi les pauvres, laquelle s'accompagne d'absence de pouvoir, de contraintes relatives au travail productif, aux soins des enfants, aux responsabilités domestiques et

communautaires. De plus, sur la base des indicateurs choisis et disponibles pour construire le GDI (gender-related development index)¹, la corrélation entre la situation économique des femmes et celle des pays (HDI-Human development index) était clairement établie dans le Rapport mondial sur le développement humain (2001).

Aussi, partout où la vie quotidienne prend la forme de “survie”, on trouve des femmes qui s'engagent dans des initiatives visant à “changer leur monde”. Elles expérimentent des manières nouvelles de produire, de consommer et d'échanger ou mettent de l'avant des initiatives issues de leurs préoccupations et de leurs valeurs. De même, là où il est question d'améliorer la qualité de vie au quotidien, il y a souvent des femmes qui proposent des initiatives et des stratégies innovatrices. Nulle part, elles ne sont absentes des lieux où s'organise la vie en société, mais elles sont souvent exclues des lieux où les décisions politiques et économiques se prennent.

La position des femmes, en tant que groupe, est caractérisée par la pauvreté, l'exclusion et la violence, dont les formes et les intensités varient selon les sociétés et les époques. Cette position forge leur regard particulier sur le système socio-économique dans son ensemble (production, consommation, échanges) et, de ce fait, des points de vue sur les transformations qui s'imposent.

Par ailleurs, un mouvement vers une plus grande complexité de l'identité des femmes s'exprime clairement dans toutes les régions du monde. Partout les femmes expriment une volonté de concilier des rôles de mère, épouse, travailleuse, entrepreneure, citoyenne. Ce mouvement est marqué par la diversité des contextes sociaux et culturels dans lequel il se manifeste. Le contexte rural ou urbain est généralement déterminant des formes que prend la conciliation des différents rôles.

Partout les femmes se confrontent à l'économie “dominante” où produire, consommer et échanger sont soumis aux impératifs de rentabilité “financière” et de globalisation “corporative”. Tout en étant essentielles aux activités de l'économie “dominante”, seule une proportion limitée des activités économiques des femmes est prise en considération, alors qu'une grande partie est soit occultée (invisible et non-rémunérée), soit sous-valorisée (dévaluée et sous-payée). En outre, le contrôle exercé par des hommes sur les ressources et les moyens de production et d'échange constitue souvent un obstacle à la réalisation des activités économiques des femmes, même hors du circuit de l'économie “dominante”.

Enfin, le partage inégal des tâches domestiques entre les hommes et les femmes, ainsi que les rapports de domination exercés par les hommes dans le couple et la famille tout autant que dans la sphère du politique et de l'économie contribuent à “cristalliser” les situations inacceptables de pauvreté et d'exclusion, rendant

¹ Les indicateurs suivants sont pris en considération : espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation des adultes, ratio d'inscription dans les écoles primaires secondaires et supérieures, niveaux de revenus estimés.

encore plus complexe la recherche de voies de transformation des rapports économiques.

Des conditions pour ouvrir la voie à des transformations fondamentales

Depuis longtemps, ce sont les mobilisations sociales et politiques qui permettent aux femmes de progresser vers l'atteinte de leurs objectifs dans la sphère économique. Les femmes se regroupent et luttent pour trouver leur place au sein de l'économie "dominante". Elles luttent pour la reconnaissance effective de leur travail quotidien dans l'ensemble des sphères de la vie socio-économique. Elles luttent aussi afin de découvrir, expérimenter et faire connaître les nouveaux chemins et initiatives qui peuvent satisfaire leurs aspirations et apporter des conditions d'égalité.

Toutefois, des conditions préalables, variables selon les contextes sont nécessaires pour voir émerger et s'affirmer des transformations réelles et durables sur le terrain. Dans certains pays, les femmes exigent d'abord leur reconnaissance juridique comme personnes humaines ayant des droits. Là où des législations existent, elles revendiquent le respect des droits et l'accès aux moyens d'assurer leur mise en application concrète, par exemple l'accès à la terre, au crédit, à la formation.

Enfin, le rapport des femmes à l'économie s'inscrit dans une vision globale de la société et une conception holistique des personnes. En prenant part aux processus de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire et plus particulièrement celui du Pôle socio-économie solidaire (PSES) de l'Alliance, les participantEs considèrent que la thématique du Chantier "femmes et économie" constitue une question transversale. À ce titre, cette thématique est un enjeu global dans la préparation des propositions émanant du PSES qui seront discutées lors de l'Assemblée 2001 de l'Alliance à Lille.

2- Visions et nouveau paradigme

Les échanges dans le cadre des travaux du Chantier “femmes et économie” (forum et séminaires) ont montré la capacité des participantEs d’identifier et d’exprimer les fondements de leurs actions et initiatives, les défis que pose leur propre quotidien et les particularités de leur position au sein de leur propre communauté et dans leur pays. Partout, les femmes sont confrontées au même discours prédominant—sur l’*inévitabile* globalisation et l’*incontournable* compétition entraînant l’exploitation croissante des moins bien nantis et particulièrement des femmes. En contrepartie, un discours unanime des participantEs et de l’immense majorité des femmes s’élève et met de l’avant l’autonomie, la créativité, la responsabilité collective et la satisfaction des besoins humains essentiels et fondamentaux.

Un consensus se dégage sur certains principes fondateurs pour la construction d’un nouveau paradigme économique. Ceux-ci s’inscrivent dans une vision du développement individuel et collectif reconnaissant :

- l’égalité entre les femmes et les hommes,
- les dimensions spirituelle, mentale, physique et sociale de la personne,
- un développement harmonieux et équilibré entre le “centre” et la “périphérie”; entre le Nord, le Sud, l’Est et l’Ouest; à l’intérieur d’un territoire ou d’un pays; etc.

Il émerge du Chantier “femmes et économie” huit principes qui constituent, à notre avis, des pistes essentielles à approfondir et à enrichir comme assises d’un nouveau paradigme économique. Comme nous l’avons constaté lors de la rencontre de synthèse du Pôle socio-économie solidaire à Findhorn, ces principes trouvent aussi écho dans les travaux d’autres chantiers du PSES. Ainsi, nous allons tenter de rendre explicites les liens entre les visions qui se dessinent chez celles et ceux qui aspirent à un monde plus responsable, pluriel et solidaire.

Les principes pour la construction d’un nouveau paradigme économique sont :

Multifonctionnalité des activités “productives” et du travail des femmes :

Les femmes reconnaissant volontiers qu’une activité économique participe à la création de liens interpersonnels, qu’elle est source de plaisir, expression de convivialité, occasion de rencontres interculturelles entre personnes d’âges et d’origines variés. De ce fait, une approche principalement “financière” des activités socio-économiques n’a aucune pertinence.

Décloisonnement (dé-compartmentation) et partage du travail et des responsabilités :

Les relations de travail au sein des projets/initiatives/associations/entreprises initiés ou menés par des femmes se caractérisent par la recherche de rapports égalitaires, au sens où les membres/participantes du projet ont la possibilité

d'acquérir la formation et l'expérience de même qu'assumer à tour de rôle les diverses responsabilités de gestion et de production.

Reconnaissance de la conciliation des rôles et des activités, et partage équitable du temps et des tâches :

Les femmes assument au quotidien la responsabilité de multiples actes de conciliation entre les rôles, les responsabilités, les activités, les tâches, les personnes. Ces actes demeurent invisibles quoiqu'ils soient essentiels au fonctionnement de l'économie et de l'ensemble de la vie quotidienne. Un partage équitable de même que la reconnaissance effective du temps qu'exigent ces actes s'imposent.

Reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs d'expérience acquis à l'extérieur de la sphère économique "dominante" :

Les savoirs (savoir-faire, savoir-être) que les femmes ont développés hors du marché du travail contribuent au bien-être des personnes et des collectivités. Il est fondamental de les valoriser et de leur reconnaître une "rentabilité sociale" autant qu'une "rentabilité économique".

Organisation des espaces de production et de vie sur la base du temps et des besoins des personnes et des communautés :

Les espaces de production sont présentement conçus et localisés sans souci des conditions qu'ils imposent aux individus, aux familles et aux communautés. À titre d'exemple mentionnons le temps et le stress supplémentaires liés au transport réduisant le temps et la disponibilité consacrés à ses proches. Ces espaces deviennent de plus en plus incompatibles avec les différentes responsabilités familiales et sociales qu'assument bon nombre de gens, et principalement les femmes. La vie familiale et la vie communautaire exigent une certaine proximité entre les lieux de travail et de résidence. L'organisation spatiale des aires de vie doit aussi favoriser une interaction harmonieuse entre les besoins individuels et collectifs.

Hiérarchie des priorités prenant en considération la vie et les personnes humaines :

Les besoins fondamentaux des personnes incluent la sécurité alimentaire ainsi que toutes les autres formes de sécurité, l'accès à la santé, à un environnement sain et à l'éducation, le maintien et l'enrichissement des liens sociaux entre les personnes, entre les groupes humains, etc.

Transparence dans les pratiques à tous les niveaux :

La transparence fait référence à l'expression franche et au partage de l'information en ce qui concerne les dimensions fondamentales de la vie socio-économique : état et partage des ressources, processus décisionnels à tous les niveaux c'est-à-dire au sein de la famille, dans les organisations, au niveau des États. À titre d'exemple, mentionnons des espaces et lieux au sujet desquels les participantes ont exprimé un besoin de transparence : la divulgation des salaires entre conjoints, la reconnaissance des contributions respectives à la vie des familles, l'apport des processus participatifs aux décisions collectives, les processus budgétaires des États, la prise en compte de tous les coûts dans les calculs de rentabilité, etc.

Les synergies déjà présentes entre les chantiers

Nous présentons, à titre indicatif, quelques exemples de similitudes et de complémentarités entre les préoccupations issues des travaux de différents chantiers.

Les Chantiers “travail, emploi, activité” et “monnaie sociale” expriment clairement des visées similaires à celles du Chantier “femmes et économie” concernant la transformation fondamentale des postulats théoriques et des pratiques de l'économie. Voyons quelques exemples de préoccupations similaires qui permettent d'entrevoir des suivis communs ou complémentaires de nos travaux :

- le partage du temps de travail (travail rémunéré ou non, sphère publique et sphère domestique),
- la socialisation des gains de productivité générés par les nouvelles technologies,
- la prise en compte d'une rationalité économique fondée sur le travail et la solidarité,
- l'objectif de neutraliser la rareté des moyens d'échanges (argent, monnaies), de dépasser la rareté sous toutes ses formes et de favoriser l'usage de monnaies complémentaires.

D'un point de vue plus politique et concernant le rôle de l'État, le Chantier “politiques économiques” exprime la nécessité de renverser la tendance à la destruction de la citoyenneté active, tendance prédominante au sein des États néolibéraux et néoconservateurs. Cette proposition rejoint les préoccupations de mouvements de femmes à travers le monde qui dénoncent la reconnaissance des femmes par l'État en tant que “clientèles”, ce qui accentue l'*instrumentalisation* des groupes et des initiatives de femmes, plutôt que l'égalité et l'autonomie de toutes les citoyennes. Les participantEs admettent que les femmes ont un rapport conflictuel avec l'État. Celui-ci est en partie relié à l'absence de reconnaissance des femmes comme citoyennes à part entière en même temps qu'elles ne perçoivent souvent d'autres choix que de collaborer au sein de programmes financés par l'État. Elles disent y avoir gagné une confiance en soi et un leadership qui a maintenant besoin de véritables lieux d'expression.

Des participantEs à la rencontre de Findhorn ont particulièrement mentionné certains autres chantiers soulevant des préoccupations similaires à celui des femmes : les Chantiers “finances solidaires”, “économie solidaire”, “commerce équitable” et “politique fiscale, redistribution et sécurité sociale”.

3- Initiatives et innovations

Les femmes réfléchissent et agissent souvent à partir de situations marquées par l'inégalité ou l'exclusion. Cette position "spécifique" ainsi que les contextes pluriels dans lesquels elles vivent et travaillent déterminent l'expression des priorités, des initiatives dont il est question dans cette partie du rapport, essentiellement basée sur des contributions des femmes lors des séminaires et au cours du forum électronique du Chantier "femmes et économie". Il va de soi que le sens donné au terme *innovation* varie selon les participantEs. Les femmes ont ainsi exprimé leurs réalités ainsi que les aspects innovateurs de leurs initiatives telles qu'elles les conçoivent ou perçoivent. À cette étape-ci, nous n'avons pas tenté de les (re)définir ou de les uniformiser.

Les buts visés

Comme nous l'avons vu plus tôt, les femmes ont exprimé l'importance de :

- prendre leur place dans la société et dans l'univers économique, sur une base d'égalité, d'autonomie et de solidarité.
- concilier les différents rôles et activités qu'elles assument au quotidien, dans la perspective de leur reconnaissance/visibilité mais aussi en vue de les partager et d'en réduire les difficultés.
- accorder la priorité à certains principes fondateurs de leurs initiatives : multifonctionnalité et décloisonnement (dé-compartmentation) du travail, pluralité et richesse des savoirs, réorganisation du temps et de l'espace, primauté de la vie et des personnes, transparence des pratiques et des décisions, reconnaissance des contributions.

Les initiatives des femmes répondent à des besoins *contextualisés*, c'est-à-dire que l'environnement physique, politique, économique et culturel est déterminant des besoins et des initiatives elles-mêmes. Aussi, ce que l'on considère essentiel dans un "environnement pauvre" peut être un acquis ailleurs où d'autres besoins demeurent cependant insatisfaits et sont objets d'initiatives. En particulier les pays ou territoires en crise (suite à une catastrophe naturelle ou un conflit armé) ou en processus de reconversion (à l'économie de marché, par exemple) présentent des particularités qu'on ne doit pas sous-estimer.

Outre le fait qu'il manifeste le dynamisme des femmes, le foisonnement des initiatives dans certains secteurs et milieux est révélateur de la catastrophe qu'impose l'économie "dominante" au développement humain. Les initiatives rendent ainsi visibles des aspects de l'économie qui jusque là n'étaient pas, et parfois ne sont toujours pas, reconnus et comptabilisés.

Les initiatives sont ici présentées premièrement du point de vue des types de besoins et d'activités, deuxièmement en mettant en évidence les moyens innovateurs qui sont déployés, le plus souvent pour surmonter des obstacles et troisièmement en énonçant les innovations dans les "manières de faire" et les buts poursuivis.

Les initiatives, réponses à des besoins variés

La gamme des besoins auxquels les femmes veulent répondre est large. Certains pourront être qualifiés “de base” sans aucune réserve. D’autres apparaîtront moins fondamentaux tout en étant issus d’aspirations individuelles et collectives de femmes ne trouvant pas les biens et services recherchés dans les circuits de production commerciale ou publique. Les activités reliées à la vie quotidienne, à la santé, à l’éducation et à la culture sont les plus souvent mentionnées par les femmes. Mentionnons, avec leurs mots², les domaines dans lesquels les femmes ont mené des expériences et initiatives porteuses de valeurs de transformation :

- l’alimentation/nutrition : groupements d’achats, épiceries sociales, restaurants, restaurants du cœur, services traiteur, cuisines collectives, banques céréalières, activités d’auto-suffisance et de résistance, etc.
- la couture et l’entretien du linge : laverie, retouche, pressing, repassage, magasin de mode,
- les services de médiation, les besoins relationnels,
- la santé : services de première nécessité, services “alternatifs”, médecine par les plantes, etc.
- les activités choisies parce que génératrices de revenus, activités permettant l’accès aux marchés, les mécanismes d’échanges et de troc, les regroupements de productrices,
- l’éducation : projets d’alphabétisation, de transferts de connaissances, de savoirs, de savoir-faire, activités d’apprentissage concernant les rapports de genres, les formes de discrimination et d’exclusion, etc.
- la culture et la communication : média, espaces d’expression politique et culturelle, etc.

Des conditions pour l’émergence des initiatives

Les conditions d’émergence et de développement des initiatives sont aussi fortement influencées par le contexte : obstacles et moyens de les surmonter.

Déjà au stade du projet, des obstacles se dressent sur le chemin des initiatives susceptibles de mettre en cause des habitudes, des règles tacites ou formelles. Accéder à des activités non traditionnelles pour les femmes, avoir le droit de décider pour elles-mêmes, avoir accès à la terre, au matériel de base, à des espaces de production adaptés constituent souvent le premier obstacle à abattre pour les femmes. L’accès aux ressources inclut les aspects monétaires, techniques, les connaissances sans lesquelles toute initiative hors de la vie domestique est impossible. Là où les femmes n’ont pas accès à la propriété et au crédit, le défi est considérable.

² Voir les documents préparés par les femmes notamment dans le cadre de leur participation aux séminaires de Paris et de La Havane et au forum, lesquels sont reproduits sur le site “<http://women.socioeco.org>”.

Puis la bureaucratie se dresse sous forme de multiples contraintes : permis, financement, accès aux ressources, systèmes de contractualisation, systèmes et programmes de subventions, etc. Partout l'on ressent l'inadéquation entre les projets et les procédures mises en place tant par les entreprises privées que par les organisations publiques, para-publiques et parfois les organisations non-gouvernementales. Les budgets prennent rarement en considération le temps et le rythme de maturation qui sont propres à chacune des initiatives. On standardise les normes en retenant des paramètres de rentabilité financière sans prendre en considération les aspects spécifiques des initiatives des femmes et les nécessités d'apprentissages. Les participantEs du Chantier "femmes et économie" perçoivent clairement les visées utilitaristes à l'endroit des femmes : instruments à des fins politiques par les États, instruments à des fins purement économiques et financières par de nombreuses entreprises, en particulier les transnationales.

Parfois, des femmes mettent elles-mêmes des freins à leurs initiatives. La peur du risque, la méconnaissance de leur propre potentiel, le manque de concertation entre elles sont au nombre des facteurs qui limitent la portée des initiatives des femmes, et en particulier les interventions structurantes susceptibles de vraiment changer les choses pour elles.

Devant les défis substantiels qui déterminent leur quotidien, défis parfois perçus comme insurmontables dans l'état actuel des rapports politiques et des valeurs "dominantes", les participantEs ont exprimé la nécessité de persister dans leurs efforts. Elles exigent cependant des actions de soutien direct et des actions de valorisation pour rendre leurs initiatives possibles, viables et prendre leur place dans des univers hostiles ou peu accueillants.

Les nécessaires actions de soutien prennent les formes suivantes :

- soutien financier et technique, formation et accompagnement,
- stratégies compensatoires pour agir sur les discriminations et les droits,
- recherche : analyse *participative* de cas et réflexions de suivi, valorisation des sources pertinentes de la littérature *grise* scientifique,
- communications entre les expériences : dynamiques d'échanges axées sur les relations mutuelles, dissémination des résultats.

Les actions de valorisation faisant connaître des succès obtenus par des femmes et la contribution de personnes-ressources lors de célébrations, fêtes, remises de prix ou de diplômes par exemple, nourrissent la confiance, la persistance et favorisent l'*empowerment* des femmes. Elles façonnent l'opinion publique et favorisent la crédibilité et la reconnaissance des femmes. Elles modifient l'imaginaire et contribuent à abattre les mythes et les stéréotypes. Leurs formes peuvent être diverses selon les contextes mais elles incluent toujours le recours à la diffusion, à l'expression publique, aux médias.

Innovations au cœur de ces initiatives

Les femmes innovent sous différentes formes et dans des domaines multiples :

- initiatives donnant accès au crédit : épargne et mise en commun de ressources, tontines, garanties/cautions solidaires, caisses de solidarité, etc.
- initiatives offrant des services et biens différents, élargissant les choix pour les femmes : médecines traditionnelles, médecines douces, etc.
- initiatives de regroupements et d'expression publique : lieux physiques ayant pignon sur rue, art et autres formes d'expression, exercice de la citoyenneté active et directe, etc.
- initiatives non-traditionnelles pour les femmes, activités considérées comme masculines dans un contexte,
- initiatives génératrices de revenus,
- initiatives qui assurent la subsistance : alimentation, logement, etc.
- initiatives qui répondent à des besoins relationnels : lieux de rencontre, d'accueil, etc.
- initiatives de diffusion et de transfert d'information : journaux, bulletins, sites Internet, etc.
- initiatives qui contribuent à la qualité et à la densité du tissu social. Certaines personnes parlent de "capital social", qui est d'ailleurs épuisable.

Nous avons constaté que les aspirations individuelles et collectives des femmes varient selon les degrés de satisfaction des besoins de base, le niveau de développement du territoire ainsi que selon les valeurs culturelles et l'environnement physique immédiat. Ainsi, les désirs et les volontés de transformation exprimées par les femmes tout comme la diversité de leurs pratiques dans la sphère socio-économique sont plurielles. Il faut alors éviter de les amalgamer sous une même appellation ou un même modèle. Il faut aussi travailler à la construction analytique des initiatives dans le but notamment de nous affranchir des dichotomies qui enferment et limitent l'analyse des initiatives dans une catégorie ou l'autre, par exemple : formel/informel, production/reproduction, économique/social, économie solidaire/économie, etc.

Plusieurs analyses et écrits récents reconnaissent que, partout dans le monde, le meilleur potentiel de transformation émerge des femmes. Voyons comment cet énoncé pourrait se concrétiser en mettant de l'avant des propositions pour transformer nos rapports économiques.

4- Propositions

Immense travail créatif étant donné que de nombreuses femmes sont encore à l'heure des diagnostics, les propositions du Chantier "femmes et économie" visent 3 enjeux :

- construire un nouveau paradigme économique prenant appui sur l'analyse et les pratiques solidaires des femmes,
- développer des outils méthodologiques pour la reconnaissance de ces pratiques,
- rendre visibles les pratiques des femmes et développer des pratiques solidaires sur le terrain.

Les propositions prendront des formes diverses et nécessiteront des stratégies adaptées aux contextes et aux niveaux local, national et mondial. Elles n'en demeurent pas moins, à notre avis, des bases incontournables de transformations en profondeur des rapports économiques. La 5^e partie du texte traite plus longuement des stratégies et acteurs/actrices à articuler pour les suites des travaux.

Proposition 1 : Déconstruire des mythes (préjugés tenaces colportant les idées d'infériorité et d'improductivité des femmes)

Ce n'est pas un hasard s'il persiste des mythes que nous voulons voir s'effondrer. Des idées reçues répétées soit directement ou sous forme d'humour malsain contribuent à ancrer des images et stéréotypes sur les genres, à les faire s'incruster dans l'imaginaire, leur donnant un statut d'évidence. Les mythes entretiennent des images négatives des femmes ainsi que des obstacles à leur participation, à leur crédibilité et à leur légitimité au sein de nombreuses sinon de toutes les sociétés. Nous proposons de déconstruire ces mythes, premier pas vers leur disparition.

Chaque culture/territoire est propice à la création de ses propres mythes. Nous mentionnons, à titre indicatif, quelques-uns de ces mythes ou préjugés tenaces portant sur les femmes elles-mêmes et des conceptions/idéologies qui façonnent la pensée et l'action d'un grand nombre. Les voici :

- les femmes ne "travaillaient pas" avant leur entrée sur "le marché du travail" tel qu'on le connaît maintenant; autrement dit le travail des femmes dans la sphère domestique ou familiale n'a aucune importance ou incidence dans l'économie,
- lorsque les femmes occupent un emploi, elles s'absentent tout le temps, elles ne s'investissent pas à fond, etc.; autrement dit, les responsabilités familiales et domestiques assumés par les femmes n'ont aucune importance ou valeur pour le bon fonctionnement des entreprises ou de l'économie,
- "les problèmes vécus par les femmes ne sont que des problèmes de femmes"; autrement dit, les problèmes de la moitié de la population n'ont aucun intérêt pour les hommes, la société ou l'économie dans son ensemble,

- les sources principales du progrès humain et du développement sont : compétition, uniformisation, consumérisme, performance, croissance et progrès, etc.; autrement dit les “lois” du marché capitaliste sont “la voie, la vérité et la vie”,
- les concepts économiques sont “scientifiquement neutres”; autrement dit, on peut traiter de la même manière tous les types de production (lait, maisons, armes, produits chimiques pour la consommation ou pour la guerre bactériologique, etc.) et tous les types de services (garde d’enfants, assurances, prostitution, etc.) sans aucun égard aux différentes finalités recherchées ou aux impacts négatifs aux plans humain, social, environnemental, etc.

Proposition 2 : Reconceptualiser les concepts économiques de base

La vision critique développée par les femmes à partir de leur position spécifique dans l’économie telle que nous l’avons présentée dans la première partie du texte, en particulier l’invisibilité du travail de “caring”³ nécessite cependant d’être mieux documentée, conceptualisée et diffusée. Parmi les concepts qui doivent être redéfinis pour la construction d’un nouveau paradigme économique, les femmes indiquent en priorité les suivants :

- Personne humaine, sa position dans la sphère de l’économie au sens large,
- Nature,
- Temps,
- Économie, le domaine de l’économie dans toute sa diversité,
- Croissance,
- Valeur,
- Richesse,
- Travail,
- Termes d’échange,
- Productivité.

Des pistes prioritaires ont été identifiées lors de la rencontre de Findhorn. Elles s’inspirent de propositions formulées par plusieurs chantiers.

- Reconnaître les diverses formes du travail et briser le lien entre richesse et accumulation financière/matérielle, briser le lien entre travail et revenus, car cela ne laisse aucun autre choix que d’offrir ses services à des conditions qui se dégradent continuellement avec la globalisation économique et la compétition croissante entre les personnes et les territoires.⁴
- Développer les chaînes de production à partir des besoins et potentiels identifiés d’abord au niveau local. Cela remet en question les choix de

³ Dans un sens large, “caring” signifie prendre soin des personnes et entretenir des liens interpersonnels.

⁴À l’instar des femmes, les participantEs au Chantier “travail, emploi, activité” proposent, entre autres, de : reconnaître la valeur des “autres” formes de travail et activités humaines; rompre le lien entre travail et revenu; dissocier la citoyenneté et la dignité des personnes du volume de travail socialement nécessaire; différencier la lutte pour la désaliénation du travail de la lutte pour des mécanismes qui assurent la dignité humaine; développer un nouveau pacte social pour le transfert des gains de productivité.

consommation, de production et d'échanges qui sont imposés par les grandes corporations transnationales.⁵

Ces pistes font aussi référence à des propositions issues des Chantiers "commerce équitable" et "finances solidaires". Enfin, mentionnons l'importance de puiser dans les études et les pratiques disponibles sur ces questions. L'annexe 1 portant sur les sources d'information fournit des exemples à ce propos.

Proposition 3 : Concevoir des indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail

Seuls des indicateurs revus pourront rendre visibles les activités traditionnelles des femmes, les activités volontaires des femmes et des hommes, les aspects immatériels de la qualité de vie des personnes, les activités créatrices de liens sociaux, l'importance des échanges gratuits, conviviaux et "non-productifs".

Ainsi, il s'impose de :

- développer des moyens de les valoriser équitablement, en utilisant d'autres étalons de mesure que la monnaie,
- doter les femmes de moyens d'influencer les décisions dans les sphères de l'économie et faire connaître, discuter et accepter un nouveau paradigme économique.

Les discussions du Chantier "femmes et économie" ont souligné l'importance des sphères ou dimensions reflétant la "face cachée" de l'économie, par exemple :

- les diverses formes de l'activité économique : productions, consommations et échanges dans toutes les sphères d'activité : marchande, non-marchande, non-monétaire; publique, communautaire, domestique, privée,
- le développement social et humain : sécurité alimentaire, sécurité physique, logement, santé, alphabétisation et éducation, culture, qualité de vie, etc.,
- l'environnement physique : ressources, dommages à l'environnement, surexploitation, etc.,
- le temps : utilisation libre, utilisation contrainte, conciliation des actes et des rôles, temps pour le ressourcement et le développement personnel, etc.,
- le travail : *multifonctionnalité* et *multidimensionnalité* et valeur culturelle du travail, ce qui est particulièrement important pour les femmes,
- la "rentabilité sociale", "rentabilité culturelle", "rentabilité environnementale".

⁵ À l'instar des femmes, les participantEs au Chantier "monnaie sociale" proposent, entre autres, de : dépasser le paradigme de la rareté; renouveler les formes de résolution du problème de l'inadéquation entre les désirs individuels insatisfaits par manque de consommation et l'impulsion de construire un modèle social transformateur; prendre appui sur la monnaie sociale pour encourager la production solidaire/éthique et la consommation solidaire/éthique.

Proposition 4 : Contribuer à mettre en relations et à consolider des réseaux existants qui agissent dans le domaine des rapports “femmes et économie”.

La synergie entre des alliés potentiels et éventuels partenaires sur la base d'objectifs similaires ou complémentaires est essentielle à une construction collective de rapports économiques dans une perspective de transformation. Cela suppose de :

- identifier les réseaux et leurs orientations de travail,
- proposer des moyens de les mettre en relation et de les soutenir dans la consolidation de leurs rapports,
- ouvrir et articuler un débat avec les actrices et acteurs de l'économie solidaire et des autres dimensions de l'activité économique,
- prendre appui sur les revendications et les analyses formulées par différents mouvements féministes dans le monde. De grands réseaux connus sont identifiés dans la 5^e partie du présent texte,
- porter nos messages dans des univers non familiers avec ces enjeux, parfois hostiles, souvent très masculins; agir au sein de la société en mouvement; s'immiscer dans les comités scientifiques; participer activement et de façon critique aux organisations anti-mondialistes contre la globalisation *corporative*, etc.

Proposition 5 : Revendiquer l'expression de la créativité et de la diversité des initiatives économiques

L'économie “dominante” et la technocratie étatique sont deux carcans très puissants nuisibles à l'expression de la créativité et à la diversité des pratiques en économie. Les modèles pré-établis et normés empêchent l'émergence et la viabilité d'initiatives qui ne respectent pas les règles : compartimentation des secteurs d'activités, définition des entreprises, exigences de rentabilité, croissance et globalisation *obligées*. Alors, privées des moyens appropriés, de nombreuses initiatives végètent ou ne voient jamais le jour.

À titre d'exemples, les femmes de pays du Sud ont exprimé la difficulté d'accès aux moyens matériels, technologiques, financiers et aux connaissances; les femmes d'Europe revendiquent un “droit à l'initiative” pour sortir de l'exclusion/marginalisation et poursuivre simultanément des objectifs multiples sans atteindre la rentabilité financière au sens de l'économie “dominante”.

Reconnaissant une grande diversité de contextes et de moyens, cette revendication vise à souligner les actions à entreprendre tant à l'endroit des femmes qu'à tous les niveaux de l'organisation politique pour rendre possibles et viables des initiatives visant la poursuite et l'atteinte des aspirations des femmes. Soutenir les femmes dans l'expression de leur créativité suppose de :

- soutenir les démarches/processus visant au développement de l'identité et des capacités des femmes : sortir de la maison, sortir de la soumission et du silence séculaires dans certains cas, prendre conscience de soi, de ses capacités et connaissances non reconnues, faire de nouveaux apprentissages et se

- conscientiser à leur rôle dans l'économie, arrimer la poursuite d'aspirations individuelles à des projets collectifs, etc.,
- revendiquer les législations, politiques et mesures administratives essentielles pour permettre l'accès et un partage équitable aux ressources physiques, technologiques et monétaires ainsi qu'aux connaissances. Pour les femmes en particulier, il est urgent de revoir les législations et mécanismes concernant la propriété et l'appropriation et les modes de transmission des terres, des ressources matérielles et financières et des connaissances,
 - susciter l'intérêt pour des modalités d'échanges s'inspirant de pratiques solidaires et des valeurs des femmes, par exemple la monnaie sociale et la finance solidaire. On peut penser aux SEL/LETS (système d'échange local/Local Exchange Trade System), aux formes d'allocations gérées collectivement, au crédit avec garanties solidaires, etc.

Proposition 6 : Développer des pratiques politiques pour soutenir le développement de rapports économiques solidaires

Reconnaissant que les décisions susceptibles de changer les rapports économiques relèvent largement d'un projet politique, il apparaît essentiel de favoriser la participation active des femmes aux processus politiques. Les règles du jeu politique, la centralisation et la hiérarchisation des instances politiques ainsi que l'absence de transparence des processus décisionnels sont au nombre des obstacles pour la participation de nombreuses femmes. De là découle la nécessité de participer à la construction des contre-pouvoirs, lesquels ne sont pas non plus à l'abri des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes. Le défi qui en découle pour les femmes s'est traduit par l'identification des pistes suivantes :

- développer des mécanismes de transfert des pratiques solidaires vers les sphères "dominantes",
- développer la communication et la sensibilisation auprès de l'opinion publique, diversifier les cibles (autres que militants et spécialistes) et les moyens (par exemple, articles de presse, télévision, etc.),
- encourager la prise de parole par les femmes et les regroupements et groupes de femmes, et offrir un soutien aux activités en conséquence (outils de formation, espaces de débat, ressources d'animation et de communications, etc.)
- mettre en place des lieux d'expressions diverses (parole, art, célébrations, etc.) adaptés aux contextes, lieux physiques dotés de moyens, lieux de rassemblement permettant une expression partagée et publique.
- développer les mécanismes permettant la participation aux paliers décisionnels qui exercent une juridiction sur la place des femmes dans l'économie et l'inclusion des valeurs de solidarité et de justice entre les hommes et les femmes dans les rapports économiques : paliers local, national, mondial.

Le Chantier “politiques économiques” fait des propositions allant dans le même sens, retenant l’importance de la démocratisation et du renouvellement des modes de participation démocratique.⁶

Terminons en mentionnant que le changement des mentalités constitue une donnée fondamentale pour une transformation durable des rapports économiques incluant la solidarité et la justice entre tous, femmes, hommes et enfants. Relevant des domaines de l’éducation et de la “conscientisation”, il nous apparaît important que les énoncés de recommandations soient transmises aux acteurs et actrices dans les domaines des valeurs et cultures, de l’éducation et de la gouvernance et citoyenneté.

⁶Le Chantier propose, entre autres, de : contribuer à la refonte de l’État démocratique basée sur des droits humains et sociaux, État en tant qu’espace démocratique des conflits, expression de la diversité des acteurs; réorganiser la politique, chercher des nouvelles formes de faire la politique, passage de la représentation vers la participation directe, déconcentrer les ressources, décentraliser les pouvoirs, contrôle citoyen de l’appareil étatique, renforcer le rôle des conseils dans les instances, discussion publique sur les budgets, sur les politiques économiques, sur les priorités dans toutes les instances de pouvoir, renforcement du pouvoir législatif en retirant au pouvoir exécutif l’attribution exclusive des décisions économiques, établir des mécanismes de participation démocratique avant la prise de décisions et la signature d’accords multilatéraux ou internationaux; reconnaître les initiatives d’économie solidaire.

5- Stratégies et actrices/acteurs

Les stratégies ainsi que les actrices et acteurs susceptibles de mettre en oeuvre ces propositions sont multiples, comme le sont les échéanciers (du court au long terme) et les espaces d'action (du local au mondial). Il va sans dire qu'il est impossible de prévoir dès maintenant toutes les stratégies et actrices/acteurs concernés. Compte tenu aussi de l'ampleur des défis — développer un nouveau paradigme, construire des outils méthodologiques et rendre visible les contributions des femmes — les collaborations entre de multiples acteurs et actrices sont essentielles.

En plus de miser sur les sympathisantes et sympathisants à une transformation des valeurs sous-jacentes aux actes économiques, un travail de promotion auprès des acteurs et actrices de la vie économique est nécessaire pour qu'ils et elles deviennent partie prenante du processus de transformation. Un certain nombre d'entreprises, de producteurs et d'investisseurs partagent déjà quelques-unes de nos valeurs et certains de nos buts, à tout le moins en théorie et parfois en pratique. Les identifier et prendre contact avec ceux-ci sont au nombre des suivis prévus aux travaux du Chantier. Cependant, il apparaît primordial de tendre vers une vision partagée.

Les travaux du PSES à Findhorn ont permis de progresser dans la formulation d'une vision partagée de la "socio-économie solidaire" prenant en compte l'apport spécifique et les innovations des femmes. Une première formulation a été proposée et soumise aux participantes et participants. Nous reprenons ici cet énoncé :

“Étant donné que la richesse est une création sociale, nous affirmons la socio-économie comme un système ouvert, diversifié et dynamique qui permet à toutes les personnes, notamment les femmes, d'occuper leur place dans la société et dans l'univers économique sur la base de l'égalité, de l'autonomie et de la solidarité. L'objectif est de construire des formes associatives et solidaires de propriété, de contrôle et de gestion de l'économie et des ressources naturelles.

Nous affirmons la socio-économie comme un nouveau paradigme de consommation, de production et de relations sociales et humaines dans lequel la valeur de la collaboration solidaire joue un rôle fondamental.

Nous affirmons la socio-économie comme base pour la responsabilisation (empowerment/autonomisation) des femmes, des hommes et des enfants pour qu'ils deviennent sujets de leur propre développement humain et social qui fait partie du développement de la vie sur Terre et de l'Univers.”

Nous reconnaissons le besoin de stratégies adaptées aux diverses propositions du Chantier. Toutefois un changement fondamental durable nécessite un processus de confrontation constructive entre les théories et les pratiques.

Aussi l'éducation est essentielle et doit s'adapter aux circonstances et contextes dans lesquels les personnes vivent et travaillent. Il importe de rendre accessibles l'alphabétisation et l'éducation de base, aux femmes en particulier comme assises d'un développement personnel, d'une compréhension et d'une participation démocratique aux décisions qui concernent la vie "socio-économique". Le Pôle "valeurs et cultures", en particulier le Chantier sur l'éducation, et le Pôle "gouvernance et citoyenneté" sont tout particulièrement concernés par la mise en place de stratégies globales concernant l'éducation. Ainsi, nous les enjoignons d'identifier les leviers pour provoquer ou faire émerger des transformations, c'est-à-dire tisser les conditions d'une "société civile" en mouvement vers un changement global.

Les regroupements et groupes de femmes, les regroupements et groupes mixtes sympathisants, les chercheurEs féministes et pro-féministes et les associations féministes de chercheuses et ceux et celles qui travaillent dans ce domaine à titre de personnel professionnel ou technique sont des partenaires à associer à l'ensemble des stratégies du Chantier. D'autres acteurs et actrices s'ajouteront selon les propositions.

Proposition 1 : Déconstruire des mythes

Les mythes s'incrument dans l'imaginaire et façonnent la pensée et l'action sans qu'on en ait facilement conscience. En prendre conscience est difficile, exigeant surtout s'il en résulte une remise en question des choix et des modes de vie quotidienne. Des résistances "affectives", "scientifiques" et autres empêchent souvent tant les femmes que les hommes d'entendre et d'imaginer autrement. De ce fait, déconstruire des mythes relève tout autant d'une démarche personnelle que collective. Rarement spontané, un cheminement personnel ou collectif peut résulter du contact avec des informations transmises avec efficacité : identification des discours, écrits, actions qui entretiennent des mythes indésirables au sujet des femmes et des rapports de sexes. Les institutions d'enseignement à tous les niveaux, les média ainsi que la pratique artistique et le contact avec les arts sont particulièrement susceptibles de contribuer à leur façon à l'émergence d'un imaginaire apte à participer à la construction d'un monde plus responsable et solidaire.

Proposition 2 : Reconceptualiser les concepts économiques de base

Reconceptualiser les concepts économiques sur la base des apports innovateurs des femmes exige de mener un travail de fond incluant une cueillette "systématique" de leurs conceptions et de leurs initiatives. Aussi, pour donner suite aux pistes prioritaires déjà énoncées, il importe de nous doter de moyens de constater, comprendre, analyser, imaginer et "modéliser" le travail dans toute sa diversité; on pense notamment à sa dimension créative et de ressourcement

humain, et à la chaîne de production, base de la satisfaction des besoins fondamentaux. En outre, les stratégies proposées tiennent compte d'une vie quotidienne qui impose à tous, femmes et hommes, de consommer des biens et services produits hors du circuit domestique, communautaire, local et qu'il est de plus en plus difficile, voire impossible de vivre de façon convenable, sans renouveler les arrimages entre des marchés locaux reconstruits et les marchés globaux. Les voici :

- utiliser une méthodologie appropriée pour connaître et mettre en synergie les pratiques des femmes, les pratiques intermédiaires (l'espace de la concertation et des revendications) et les espaces de réflexion (l'espace des travaux et échanges conceptuels et théoriques),
- re-développer les chaînes de production à partir du local; articuler le marché local et les marchés globaux; articuler les activités familiales, volontaires, non-rémunérées à celles du circuit marchand et commercial, etc.,
- interroger la tension entre des "pulsions" qui ne sont pas toujours compatibles, c'est-à-dire le "désir" individuel de consommer et celui de transformer le modèle "dominant" de la consommation. On sait que dans plusieurs contextes, les femmes sont perçues comme "responsables" de la consommation quotidienne. Indépendamment de l'origine socio-économique et des moyens financiers dont elles disposent, plusieurs femmes perçoivent cette tension entre le désir de consommer et l'impossibilité de soutenir le modèle "dominant". Les participantEs au Chantier "femmes et économie" avaient relevé l'importance de miser sur les pistes du commerce équitable, de la simplicité volontaire, du développement des achats et équipements collectifs, de la production solidaire. Ces pistes rejoignent des avenues identifiées par les Chantiers "monnaie sociale", "commerce équitable", "consommation éthique" entre autres,
- mettre en place des systèmes d'échanges solidaires : banques de temps, crédit mutuel, monnaies communautaires, etc.,
- articuler les différentes formes et secteurs de l'économie solidaire, à partir de la dimension locale,
- développer des circuits économiques solidaires depuis le niveau local jusqu'au niveau global.

Les réseaux du commerce équitable et de la consommation éthique, de la finance solidaire et du développement local peuvent contribuer à alimenter les chercheurEs sur lesquels repose le défi de présenter et proposer de manière organisée et systématique les nouveaux concepts et modèles en émergence.

Proposition 3 : Concevoir des indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail

Les mises en commun effectués dans le cadre de la rencontre de synthèse à Findhon ont permis la formulation d'une proposition visant à reconsidérer la richesse et le travail sur la base des objectifs donnant suite aux travaux de plusieurs chantiers⁷. Les axes stratégiques alors retenus portaient sur

⁷ Cette proposition est la suivante : cesser de lier richesse et travail; reconnaître la valeur des autres formes de travail; reconnaître la multifonctionnalité du travail; décloisonner et

l'identification, l'évaluation et la conception d'indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail; le développement de champs recomposés pour associer les chantiers sectoriels au sein par exemple d'un chantier sur les indicateurs; l'expérimentation, l'évaluation et une diffusion plus large des pratiques quant aux monnaie; l'appropriation, le transfert, l'éducation. Les actions à mener devront être adaptées aux personnes visées : femmes, praticiens praticiennes et intervenants de terrain, partenaires au sein de réseaux, chercheurEs.

Déjà cette proposition a donné lieu à des échanges où sont proposées des actions pour articuler concrètement cette stratégie :

- mettre de l'avant un forum Internet dédié au thème des indicateurs; développer un mécanisme d'animation sur la question des indicateurs⁸.
- utiliser la démarche de l'Alliance et la mise en place des suivis comme un "laboratoire" où l'on expérimente des partenariats, la reconnaissance des contributions respectives (notamment le temps et l'argent) sur la base des valeurs et du processus participatif.

Au delà des travaux qui peuvent être menés avec le concours de l'Alliance, de nombreuses instances nationales et internationales ont des mandats au regard du développement et du calcul des indicateurs de la qualité de vie, du développement humain et social, de la situation des femmes, etc. Leurs travaux devraient refléter les préoccupations que nous avons identifiées comme prioritaires. Pour exercer une influence, il importe de :

- nous donner les moyens de connaître les travaux déjà existants et leurs valeurs sous-jacentes, de les analyser, les critiquer et les influencer dans le sens des valeurs et de la reconnaissance des préoccupations et des contributions des femmes. Parmi les cibles : le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et les travaux d'autres organismes de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les responsables des systèmes de comptabilité nationale (PIB, main-d'oeuvre, ressources naturelles, etc.),
- diffuser les travaux innovateurs portant sur des dimensions à inclure dans les systèmes d'indicateurs et sur des méthodologies appropriées pour refléter les enjeux proposés : rendre visibles et inclure les coûts humains, sociaux et environnementaux de la production, de la consommation et des échanges; faire connaître les travaux déjà effectués en Italie sur les "banques de temps", etc .

partager le travail; reconnaître les savoirs traditionnels et les savoirs d'expérience; organiser les espaces de vie et de production sur la base des besoins des personnes et des communautés; hiérarchiser les priorités sur la base des besoins de la vie des êtres humains; assurer l'accès des femmes aux droits et aux ressources; etc.

⁸ Des échanges et pistes de travail ont commencé à se manifester depuis la rencontre du PSES en juin à Findhorn.

Proposition 4 : Contribuer à mettre en relations et à consolider des réseaux existants qui agissent dans le domaine du rapport “femmes et économie”.

Plusieurs réseaux sont actifs dans la mise à jour et la défense de rapports renouvelés entre les femmes et l'économie. Mentionnons à titre d'exemples : les suivis de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, le groupe de suivi Beijing + 5, les réseaux de femmes qui se mobilisent régionalement comme les associations de femmes travaillant dans l'économie informelle comme SEWA (Self-Employed Women's Association qui regroupe plus de 200,000 femmes productrices et commerçantes de l'État du Gujarat en Inde), Mujeres Transformando la Economía en Amérique Latine et Centrale ou les réseaux d'économistes qui tentent de redéfinir l'économie du point de vue féministe tel l'International Association For Feminist Economics (IAFFE), etc. Ainsi les stratégies de mise en œuvre de cette proposition impliquent de :

- donner suite aux pistes énoncées dans la 4^e partie du texte par des engagements et contributions personnels et collectifs.
- accentuer le travail des participantEs et sympathisantEs au Chantier “femmes et économie”. Un élargissement et une connaissance accrue des activités et positions des différents réseaux passe par le développement de liens formels et informels : liens Internet notamment mettre en valeur le site du Chantier “femmes et économie”, participation à des activités, présence dans les autres réseaux, prises de positions communes, etc.
- diffuser et discuter largement le présent rapport. Des actions en ce sens sont en préparation, notamment en Amérique latine et au Québec.

Les programmes susceptibles de soutenir le travail des réseaux actifs sont des partenaires privilégiés. Notons en particulier UNIFEM et programmes concernant les femmes, les organismes de coopération internationale, les organisations non-gouvernementales, etc. Les associations, regroupements et réseaux mobilisés pour la transformation des rapports économiques tel le Forum Social Mondial, ATTAC, Slow Food, SalAmi, Adbusters (No shopping day), Simplicité volontaire sont aussi des alliés potentiels.

Proposition 5 : Revendiquer l'expression de la créativité et de la diversité des initiatives économiques

Soutenir les femmes dans l'expression de leur créativité relève d'abord d'une démarche par les femmes et auprès des femmes à titre personnel et comme collectivité. C'est aussi une démarche politique puisque l'expression publique de la différence et de comportements traditionnellement non acceptés exige le changement des lois tout autant que celui des mentalités. Enfin, mettre en place des mécanismes appropriés pour permettre l'expression de la créativité c'est l'affaire de tous et à tous les niveaux, du local au global.

Les actrices essentielles de cette proposition sont les femmes et leur environnement immédiat, les réseaux et regroupements travaillant dans le domaine du soutien et de l'accompagnement aux initiatives des femmes, souvent

communautaires ou para-publiques. Toutefois les responsables des lois et règlements garantissant les droits des femmes sont des acteurs primordiaux.

Proposition 6 : Développer des pratiques politiques pour soutenir le développement de rapports économiques solidaires

Comme mentionné dès le début du présent texte, les femmes veulent être reconnues comme des citoyennes à part entière et participer aux processus d'un État véritablement démocratique et "transparent". C'est un défi partagé par plusieurs chantiers, dont celui des "politiques économiques". Dans l'état actuel des rapports que les femmes entretiennent avec les différents États, les stratégies les plus prometteuses impliquent pour elles de :

- reconnaître, clarifier et/ou accepter le rapport complexe des femmes et groupes de femmes avec l'État,
- reconnaître les acquis de leurs expériences diverses avec l'État, notamment dans le développement de la confiance en soi, de la capacité d'expression publique et du leadership au sein de leurs organisations,
- préserver l'autonomie d'orientation et d'action des groupes de femmes, en dépit de l'importance du soutien collectif à leurs actions, lequel est souvent lié à un financement public,
- contribuer à définir de nouvelles relations entre l'État, le marché et la société civile dans le sens de pratiques démocratiques : respect de la diversité et des initiatives multidimensionnelles, adaptation des règles et normes aux contextes, etc.,
- investir les lieux de pouvoir, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'action au niveau local, dans l'espace de proximité,
- développer des stratégies communicationnelles pour faire connaître les préoccupations des femmes : contenus, cibles et moyens.

Les principaux acteurs de la mise en œuvre de cette proposition sont les regroupements, organismes et réseaux de femmes déjà actifs dans les sphères du politique, les chercheurEs pouvant contribuer à l'articulation des discours et des écrits les plus susceptibles d'influencer les instances politiques elles-mêmes. Les conseils consultatifs et instances responsables des droits des femmes au sein des gouvernements sont des partenaires privilégiés.

Annexes

Sources d'information

Quelques sources d'information sur des thèmes discutés dans ce rapport sont ici présentées. Elles le sont à titre indicatif ou comme référence pour ce texte. Il est certain que de multiples autres travaux non mentionnés seront des sources d'inspiration pour la suite des travaux du Chantier "femmes et économie" et du PSES.

Sur la reconnaissance de toutes les formes de travail, travail non-rémunéré des femmes et son invisibilité dans les comptes nationaux, l'ampleur, de la complexité et de l'intensité des activités productives des femmes, des travaux de Marilyn Waring, agricultrice néo-zélandaise et écologiste :

WARING, M., 1997, *Three Masquerades: Essays on Equality, Work and Human Rights*, Univ. of Toronto Press.

WARING Marilyn (1988). *If Women Counted. A New Feminist Economics*. New York : Harper & Row.

Who's Counting? Marilyn Waring on Sex, Lies and Global Economics, un film de l'Office national du film/National Film Board, Canada.

Sur le travail et la richesse,

MÉDA Dominique (1999). *Qu'est-ce que la richesse*. Paris : Alto/Aubier

MÉDA Dominique (1995). *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*. Paris : Alto/Aubier.

MÉDA Dominique et Juliet SCHOR (1997). *Travail, une révolution à venir*. Paris : Mille et une nuits/Arte Éditions.

Sur le "caring", le "caregiving",

FOLBRE Nancy (2001). *The Invisible Heart*. New York : The New Press.

Sur l'économie invisible et visible,

HENDERSON Hazel (1995). *Paradigms In Progress. Life Beyond Economics*. San Francisco : Berrett-Koehler Publishers.

PIETILÄ Hilikka (1997). The Triangle of the Human Economy : Household-Cultivation-Industrial Production. An attempt at making visible the human economy in toto. *The Journal of the International Society for Ecological Economics*. Vol 20 No 2 pp.113-127

FERBER, M. A., NELSON, J. A. (Ed.) (1993), *Beyond Economic Man*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 178 p.

FOLBRE, N., (1997) *De la différence des sexes en économie politique*, Paris, Coll. des femmes, 238 p.

Sur les débats sur le revenu de citoyenneté ou l'allocation universelle, des travaux en Europe et en Amérique du Nord portant sur des pistes afin de procurer une sécurité du revenu sur la base de citoyenneté et non pas de productivité :

BERNARD Michel et Michel CHARTRAND (1999). *Manifeste pour un revenu de citoyenneté*. Montréal : Éditions du renouveau québécois.

BLAIS François (2001). *Un revenu garanti pour tous. Introduction aux principes de l'allocation universelle*. Montréal : Boréal.

FERRY Jean-Marc (1995). *L'Allocation universelle. Pour un revenu de citoyenneté*. Paris : Cerf.

La Revue du MAUSS " Vers un revenu minimum inconditionnel " no 7, 1^{er} semestre 1996. (articles de Alain Caillé, Robert Castel, Bernard Eme et Jean-Louis Lavielle, Jean-Marc Ferry, Jean-Marie Harribey, Dominique Méda, Philippe Van Parijs).

VAN PARIJS Philippe, dir.(1992). *Arguing for Basic Income*. London/New York : Verso.

Dans la mouvance écologiste et du développement, Ides travaux de praticiens et praticiennes engagés notamment dans le développement économique communautaire mettent de l'avant la primauté du local et de la vie quotidienne, les travaux de Barbara Brandt, organisatrice et activiste aux Etats-Unis, et de femmes du Sud :

Barbara BRANDT (1995). *Whole Life Economics. Revaluing Daily Life*. Philadelphia (USA)/Gabriola Island (BC) : New Society Publishers.

SEN Gita & Caren GROWN (1987). *Development, Crises and Alternative Visions*. New York : Monthly Review Press.

SHIVA Vandana (1989). *Staying Alive. Women, Ecology and Development*. London : Zed Books.

Sur le développement humain,

L. PARPART Jane, M. Patricia CONNELLY & V.Eudine BARRITEAU, eds (2000). *Theoretical Perspectives on Gender and Development*. Ottawa : International Development Research Center (IDRC).

PNUD (1997, 1999, 2001), *Rapport mondial sur le développement humain*,

Site et toutes les contributions

Site : women.socioeco.org

Co-animatrices du Chantier : Josée Belleau ; Cécile Sabourin.

ParticipantEs au séminaire de Paris:

Rabia Abdelkrim-Chikh, Sénégal; Maria Teresa Battaglino, Italia; Josée Belleau, Canada; Annie Berger, France; Emanuela Buscemi, Italia; Halimatou Diallo, Burkina Faso; Dominique Foufelle, France; Laurent Fraisse, France; Madeleine Hersent, France; Maria Rosa Lotti, Italia; Marie-Hélène Mottin-Sylla, Sénégal; Joelle Palmieri, France; Sandra Quintela, Brasil; Cécile Sabourin, Canada; Catherine Souissi, France; Pierrette Soumbou, France; Marlène Tuinunga, France.

ParticipantEs au séminaire de La Havane

Guadalupe Abdo Infante, Mexico; Maritza Alva, Peru; Angelica Alvarez, Chile; Josée Belleau, Canada; Nalu Faria, Brasil; Tania Garcia, Cuba; Ana Cecilia Hernandez, El Salvador ; Nora Hernandez, El Salvador; Zenaida Joachin, El Salvador; José Hipolito dos Santos, Portugal; Yanira Kuper Herrera, Cuba; Lizavetta Marbelí Lanuza, Nicaragua; Blanca Munster, Cuba; Rosa Maria Mejivar, El Salvador; Vilanece Oliveira da Silva, Brasil; Sandra Quintela, Brasil; Herminia Rodriguez, Cuba; Cécile Sabourin, Canada; Maria Ulloa, Colombia.

Forum électronique

ParticipantEs qui ont contribué à la discussion: Baye Gueye Diop, Louise Yanga, Oumou Lam, Jacqueline Dianbangouayila, Rabia Abdelkrim-Chikh, Danielle Fournier, Laurent Fraisse, Mariateresa Battaglino, Madeleine Hersent, Patricia E. Perkins, José Hipolito dos Santos; des textes de Joëlle Palmieri et Dominique Foufelle affichés sur le site internet des Pénélopes qui présentent des entrevues avec Pierrette Soumbou et Sandra Quintela.

Caucus informel “femmes et économie” à Findhorn:

Rabia Abdelkrim-Chikh, Guadalupe Abdo Infante, Maritza Alva, Josée Belleau, May East, Blanca Munster, Patricia Patino, Sandra Quintela, Cécile Sabourin.

Des appuis explicites d'un bon nombre de femmes et de quelques hommes lors de la rencontre de Findhorn : “la question des femmes est une question primordiale et transversale” dans les ateliers, les plénières ou les corridors de la rencontre de Findhorn: notamment Jean-Patrick Abhelson, Meredith Ailloud, Marcos Arruda, Sylvie Bourinet, Laurent Fraisse, Yoko Kitazawa, Cécile Lapenu, Armando Lisboa, Pascale Morand, Heloisa Primavera, Alain Simon, Catherine Souissi, Françoise Wautiez, Chilo Villareal.

Questionnaire

Nous serions très heureux de recevoir votre avis sur les propositions contenues dans ce cahier. Afin de faciliter cette tâche, voici quelques questions auxquelles nous espérons que vous prendrez le temps de répondre. Vos évaluations et commentaires nous seront précieux pour la continuation du travail collectif. Nous espérons que la lecture du cahier vous inspirera et vous amènera à lire d'autres Cahiers de Propositions du Pôle Socio-Economie Solidaire et de l'Alliance (Voir <http://www.alliance21.org/fr/proposals>).

Nous vous invitons également à indiquer quelles sont, pour vous, les propositions les plus décisives et prioritaires pour construire des alternatives au modèle actuel de la globalisation, et à suggérer des projets de mise en application pratique de ces propositions.

Le cahier de propositions:

- Que pensez-vous du cahier en général ?

.....
.....
.....

- Du diagnostic ?

.....
.....
.....

- Des propositions ?

.....
.....
.....

Les propositions

- Quelles sont les propositions avec lesquelles vous êtes d'accord ? Pourquoi?

Numéros :

.....
.....
.....

-
-
- Quelles sont les propositions les plus utiles pour votre action quotidienne?
De quelle manière (inspiration pour l'action, pour le lobbying, l'échange d'expériences ...) ?

.....

.....

.....

- Quelles sont les propositions avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord ?
Pourquoi ?

.....

.....

.....

Le futur

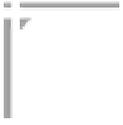
- Quelles suggestions feriez-vous pour la poursuite de ce chantier ?

.....

.....

.....

CE QUESTIONNAIRE EST À RENVOYER À FRANÇOISE WAUTIEZ, PSES-SP@ALLIANCE21.ORG



L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collège,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille- France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le **site de l'Alliance** www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants - L'éducation à une citoyenneté active et responsable - L'Alliance et les médias - L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire - Femmes - Actions et propositions de jeunes pour un changement social - Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation - Propositions du collège interreligieux - Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain - Penser la réforme de l'Université - Maîtrise sociale du système de production scientifique - Société de l'information, société de la connaissance: la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation - Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail - Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle - Exclusion et précarité - Entreprises et solidarité - L'exercice des responsabilités de l'entreprise - L'entreprise responsable - Production, technologie et investissement - Consommation éthique - Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale - Finance solidaire - Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun - La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique - Dette et ajustement - Commerce équitable - De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale - Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales - Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale - Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle - Femmes et économie - Economie solidaire - La santé et ses enjeux au 21ème siècle - Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle - L'agriculture et le développement durable - Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire - Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle - Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage - Penser la ville de demain : la parole des habitants - Violences urbaines - Les paysans face aux défis du 21ème siècle - Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens - Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel - Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfarria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417